

Un Toit, une école, des papiers !

Le collectif Jeunes en difficulté, constitué de mineurs non accompagnés (MNA) et de jeunes majeurs n'a cessé de se mobiliser depuis le mois de juillet et ne lâchera rien, tant que des jeunes dormiront dehors. Les 74 jeunes majeurs étrangers qui étaient accompagné.e.s par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et qui ont été mis brutalement à la rue par le département, réclament un rdv au Conseil départemental depuis 6 mois. Mr Barbier – président du Conseil départemental – en avait promis un d'ici la fin de l'année. Ils attendent toujours.



Vendredi 20 décembre, un rassemblement devant le département, organisé par le collectif Travail social, la CISEM, le DAL, le RESF, dénonçait les conditions déplorables de prise en charge de ces jeunes. Dans une lettre ouverte à Mr Barbier, le collectif Travail social 38 met en avant un budget en moyenne trois fois moins élevé pour la prise en charge des MNA que pour celle des autres enfants confiés au Département (55€ contre 150 €/jour/jeune). Ils dénoncent une « distinction opérée entre les personnes physiques sur le fondement de leur origine » et mettent le département face à sa politique raciste.

Rafle raciste et perquisitions:

Le 26 novembre les flics ont débarqué à 6h dans 5 lieux d'habitation ou d'activités (4 squats et une colocation) ainsi que dans différents lieux de la zad de Roybon. 350 flics ont été mobilisés sur Grenoble. Les personnes repérées comme sans-papiers ont été mises de côté, en plus du traitement particulièrement raciste et humiliant pour les personnes noires présentes. Deux personnes ont eu une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) et 5 ont été mises en centre de rétention (à Lyon et à Nîmes).

Une soixantaine de personnes a été fichée et du matériel embarqué lors des perquisitions.



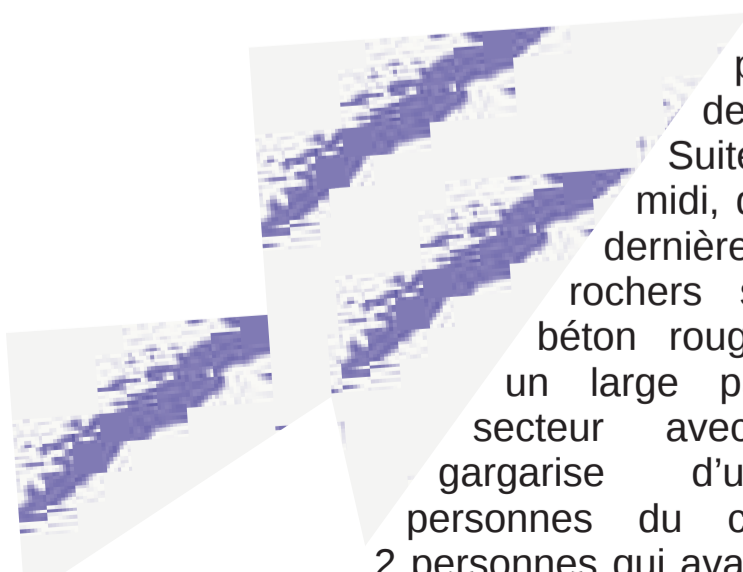
Expulsion du camps de la gare :

Jeudi 21 novembre, la préfecture soutenue par un impressionnant dispositif policier a expulsé le camp de la gare à Grenoble où vivait une centaine de personnes dont plusieurs familles avec de jeunes enfants. 52 personnes ont été " triées " par les institutions et placées en hôtel à Voreppe, 21 personnes ont été hébergées en CADA (Centre d'accueil des Demandeurs d'asile). 4 personnes ont été envoyées au CRA (Centre de Rétention Administrative) de Nîmes.

Suite à l'occupation spontanée d'une salle appartenant à la mairie dans l'après-midi, des hébergements ont été obtenus pour les 23 personnes restantes. À la dernière expulsion, la mairie avait déjà fait installer de gros rochers sur les lieux du campement. Cette fois ce sont des blocs de béton rouge sang et des grands palmiers ainsi que, des 2 cotés du pont, un large panneau où elle évoque, sans honte, un « réaménagement du secteur avec bancs, plantations et végétalisation, mobilier », et se gargarise d'une « mise à l'abri » de toutes les personnes du camp.

2 personnes qui avaient été placées à l'hôtel de Voreppe ont été remises à la rue par la suite..

**A bas les CRA !
Soutien aux personnes
emprisonnées !
A bas la répression !**



Encore une victoire contre l'Ofii !

Suite à une plainte d'associations contre l'inefficacité de la plateforme téléphonique (rdv pour faire une demande d'asile) de l'ofii, le tribunal administratif de Paris a reconnu «les atteintes graves et manifestement illégales au droit de solliciter le statut de réfugié» et a demandé :

- l'augmentation du nombre de rdv par jour
- la gratuité des appels téléphoniques

Le code ne sera jamais neutre !

Des employés de GitHub (micro\$oft) démissionnent suite à la signature d'un contrat avec les services d'immigration états-uniens. Cette collaboration vise à héberger du code informatique servant à traquer, à emprisonner et à expulser des personnes.

livraison de bateaux militaires Annulée

Des ONG "humanitaire" ont déposé un recours judiciaire contre la cession de 6 bateaux à la marine libyenne par l'armée française. La ministre des armées a dû renoncer de son plein gré à cette livraison mais considère la plainte de ces ONG comme "mal fondée"...

Camps saturés et violences policières à la frontière croate

Dans le nord de la Bosnie-Herzégovine, plus de 7000 exilé.e.s sont bloqué.e.s à la frontière croate à cause des politiques anti-migratoires racistes de l'UE.

Les camps officiels sont saturés. Dans le canton de Una Sana, l'OIM* qui gère des camps refuse l'entrée aux hommes seuls pour n'accepter que les familles et les enfants. À l'extérieur, contraints de vivre dans des conditions inhumaines, les gens s'organisent. À Vucjak, près de 1000 personnes vivaient dans un camp de tentes situé sur le site d'une ancienne décharge infestée de mines anti-personnelles et polluée au méthane.

En décembre, le camp a été fermé et les personnes envoyées dans un « centre d'accueil » à Sarajevo contre leur volonté. En route vers les pays d'Europe de l'Ouest, les personnes qui tentent de passer la frontière par petits groupes s'exposent à la violence de la police croate. Située sur la route dite "des Balkans", la Croatie contrôle cette frontière pour le compte de l'UE avec zèle et brutalité. Les témoignages de violences lors d'arrestations et d'expulsions collectives sont nombreux : destruction de téléphones et d'affaires personnelles, vol d'argent, maltraitements et coups. En novembre, les flics ont même ouvert le feu sur un groupe d'exilés qui tentait de passer en Slovénie. Criblé de balles l'un d'eux est entre la vie et la mort.

*Organisation internationale pour les migrations

Faisons sauter le verrou croate ! Liberté de circulation pour tou.te.s !

Ce journal est réalisé à Grenoble pour diffuser des infos, actualités et analyses sur les frontières européennes : une guerre, avec son armée (Frontex), ses logiques impérialistes et ses relais médiatiques. Ces frontières sont partout à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour tout.e.s et s'inscrit dans les luttes contre le racisme et le colonialisme